

REVUE DE PRESSE

15 mars 2022

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Le réseau de l'éducation entre dans le 21e siècle

PIERRE SAINT-ARNAUD
LA PRESSE CANADIENNE

Le réseau de l'éducation du Québec fait son entrée dans le 21e siècle avec l'informatisation de ses données, qui pourront désormais être analysées avec l'aide de l'intelligence numérique.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, et son collègue Éric Caire, responsable de la Cybersécurité et du Numérique, ont annoncé lundi un investissement de 10,6 millions \$ sur deux ans visant à numériser l'ensemble des données accumulées par les Centres de services scolaires (CSS).

Le ministre Roberge a raconté que, durant la pandémie, il était essentiel de connaître le nombre de cas positifs dans les classes, connaître la situation quant à l'absentéisme, savoir qui suivait le programme de tutorat, connaître le taux de diplomation et ainsi de suite, une tâche inutilement compliquée.

«Aucune (de ces) informations en éducation n'était facilement accessible et rapidement accessible. À chaque fois, c'était un parcours du combattant en éducation et on devait collecter manuellement, à coups de sondages, de questionnaires, de reddition de comptes, toutes ces informations. C'est une vieille façon de collecter les données qui nous a ralenti.

«Nos écoles, nos Centres de services scolaires, sont des mines d'or d'informations et de données. Il fallait être capable de forer au bon endroit et de l'extraire», a-t-il fait valoir.

Une approche éprouvée

Des initiatives en ce sens ont déjà été mises à l'épreuve dans certains CSSS et les résultats sont prometteurs. Ainsi, aux CSS Coeur-des-Vallées, en Outaouais, et Val-des-Cerfs, en Estrie, l'utilisation de l'intelligence numérique a permis de prévenir des échecs scolaires en dépistant, avec un taux supérieur à 90 %, les élèves les plus à risque de décrochage dès leur arrivée en secondaire 1. Le projet a également permis de regrouper des élèves ayant un profil similaire

ou faisant face à des défis semblables pour leur offrir un soutien correspondant à leurs besoins particuliers.

Aussi, les deux CSS ont réussi grâce à cette approche à mieux redistribuer leurs ressources humaines en fonction des besoins de différentes écoles et à prévoir avec justesse les pénuries de personnel à venir selon les corps d'emploi et d'ajuster le recrutement en conséquence.

«On ne vient pas alourdir la tâche des équipes-écoles, a tenu à préciser le ministre Roberge. On ne vient pas dire quoi faire aux enseignants. On ne vient pas jouer dans la pédagogie des classes. On vient alléger le travail des équipes-écoles, diminuer la lourdeur de la bureaucratie dans la reddition de comptes en faisant une extraction de données et un partage d'informations.»

Les trois axes prioritaires d'analyse viseront l'absentéisme des élèves et la réussite scolaire, les besoins en ressources humaines et les opérations d'entretien des infrastructures.

Gouvernement «cyberparanoïaque»

Ces données, qui seront anonymisées ou dénominalisées, selon l'expression du ministère pourront être traitées et analysées grâce, entre autres, à des tableaux de bord.

Le ministre Caire a voulu se faire rassurant à cet effet. «Le gouvernement du Québec doit être cyberparanoïaque. Compte tenu du fait qu'on travaille quand même avec de la donnée massive, je veux rassurer les Québécois: toutes les mesures seront prises pour assurer la cybersécurité de ces informations.»

Parmi les dépenses qui seront engagées, M. Roberge a expliqué que 1,3 million \$ iront à des travaux d'harmonisation des données, afin de s'assurer que les données soient compatibles, comparables et fusionnables; 5 millions \$ serviront au déploiement d'équipes de soutien aux écoles et aux CSS; 2 millions \$ serviront au développement et la mise en place d'algorithmes et de modèles prédictifs; 1,1 million \$ ira à la création d'un Centre d'expertise en intelligence artificielle dédié à l'éducation; 1,1 million \$ sera consacré à la mise en commun des données et au développement d'outils de formation et de soutien à la réussite des élèves.

Cet effort de numérisation et d'analyse est réalisé avec l'aide de l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), l'Institut de valorisation des données (IVADO), l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA) ainsi que de l'entreprise GRICS, spécialisée en technologie de l'information dans le domaine de l'éducation.

Des interrogations à la CSQ

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ), qui représente environ 120 000 membres oeuvrant dans le secteur de l'éducation, a fait savoir que les annonces du gouvernement soulèvent de nombreuses questions.

«Évidemment, tout le monde sait bien que d'obtenir des informations du ministère de l'Éducation, c'est un véritable parcours du combattant! Nous sommes pleinement conscients de la nécessité de prendre le virage qui a été présenté. L'idée n'est pas de s'y opposer, mais bien de s'assurer que ce soit fait correctement. Et à la lumière des différents éléments déployés aujourd'hui, nous avons plusieurs questionnements et certaines craintes», a dit le président de la CSQ, Éric Gingras, dans un communiqué.

La CSQ s'interroge notamment quant au respect du jugement professionnel du personnel du réseau. «Un modèle, aussi efficace soit-il, demeurera toujours simplement un modèle. Il faudra toujours quelqu'un, en bout de ligne, pour poser un jugement professionnel.

Ces guides ne pourront rendre compte de l'ensemble du parcours d'un élève, de ses forces et de ses faiblesses, de son évolution comme seul peut le faire le personnel de l'éducation», souligne M. Gingras.

Selon la CSQ, le personnel devrait être impliqué dans la conceptualisation de ces logiciels de valorisation des données, notamment pour éviter les biais. «Quelles données seront incluses et utilisées, pour mesurer quoi exactement? Le développement en vase clos de ces logiciels devant appuyer le travail du personnel serait une aberration», fait valoir la centrale syndicale.

Pour sa part, la Fédération des centres de services scolaires du Québec mentionne accueillir favorablement l'annonce du gouvernement.

«Nous apprécions de ce projet d'intelligence numérique en éducation le fait qu'il puisse permettre au réseau scolaire d'obtenir des données pertinentes, disponibles en temps opportun et utiles à la prise de décision en vue de déployer une offre de services de qualité et de prévenir le décrochage scolaire», a commenté la présidente-directrice générale, Caroline Dupré, dans un communiqué.

«De plus, comme le ministre de l'Éducation l'a souligné, il importe d'atteindre ces objectifs sans alourdir la tâche du personnel et des gestionnaires scolaires, mais plutôt d'alléger la bureaucratie», a-t-elle ajouté.



Québec investit plus de 10 millions \$ dans l'intelligence numérique en éducation



Le ministre de l'Éducation Jean-François Roberge. PHOTO : LA

PRESSE CANADIENNE / PAUL CHIASSON

Radio-Canada

Le gouvernement Legault investira 10,6 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour accroître l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle dans le but d'améliorer la gestion et la prise de décision dans le réseau de l'éducation.

Le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, et le ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Éric Caire, en ont fait l'annonce lundi après-midi.

Cette initiative vise à amorcer un virage numérique sans précédent au sein du ministère de l'Éducation et du réseau scolaire, explique-t-on dans le communiqué de presse du gouvernement.

Des données intégrées et harmonisées seront disponibles dès la rentrée scolaire 2022 et seront regroupées en trois volets : la réussite éducative, les ressources humaines et les infrastructures. Ces informations concerneront par exemple l'absentéisme des élèves, le personnel dans les écoles et les opérations d'entretien du parc immobilier.

Le gouvernement espère que ce projet d'intelligence numérique permettra de mettre à profit les données du réseau de l'éducation au service de la réussite éducative des élèves du Québec, ainsi que d'offrir une gestion plus transparente et efficace.

Des projets prometteurs

Québec s'appuie sur l'expérience de projets mis en place par les centres de services scolaires au Cœur-des-Vallées et du Val-des-Cerfs, qui leur ont permis de prévenir des échecs scolaires en dépistant, avec un taux supérieur à 90 %, les élèves les plus à risque de décrochage dès leur arrivée à la 1^{re} secondaire.

Les données recueillies ont aussi permis d'assurer une redistribution et une utilisation plus pertinentes, efficaces et efficientes des ressources en fonction des besoins des écoles, en plus de prévoir les pénuries de main-d'œuvre par corps d'emploi et d'agir plus en amont avec des plans de recrutement, de rétention, de formation et de relève, peut-on lire dans le communiqué.

Selon le ministre, ce projet ne vise pas à s'immiscer dans la gestion de classe que font les enseignants. Il s'agit d'outils innovants qui soutiendront concrètement le travail des équipes-écoles au profit de nos jeunes et de leurs parents, assure-t-il.

Québec souhaite ainsi procéder à une réelle modernisation des pratiques afin que le ministère et l'ensemble du réseau scolaire puissent avoir accès à des données plus nombreuses et plus fines grâce à l'intelligence numérique.

Ce faisant, Québec avance que la valorisation de ces données soutiendra la production de divers outils d'aide à la décision. L'intelligence artificielle aidera le gouvernement à agir plus rapidement et de manière plus ciblée.

« L'annonce d'aujourd'hui fera passer notre réseau de l'éducation à l'ère de la modernité. L'intelligence numérique permettra de dresser un portrait en temps réel de l'état du réseau. »
—Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

La qualité des données demeure ainsi la pierre d'assise pour soutenir et assurer une gestion saine, efficace et pertinente d'un réseau comme celui de l'éducation, déclare Éric Caire, ministre la Cybersécurité et du Numérique.

Les enjeux éthiques, la confidentialité des données recueillies ainsi que leur sécurité sont au cœur des considérations du projet, ajoute-t-il.

Pour mener à bien son opération, Québec a entre autres recruté comme partenaires l'Institut québécois d'intelligence artificielle et l'Institut de valorisation des données.

Québec veut plus de numérique en éducation

Dominique Lemoine

Un montant de 10,6 millions de dollars sera utilisé sur deux ans par le gouvernement du Québec pour intégrer plus d'outils numériques de gestion et de prise de décisions au ministère de l'Éducation et au réseau scolaire.



Selon le cabinet du ministre de l'Éducation, ce projet « d'intelligence numérique » et de gestion des données du réseau de l'éducation est complémentaire avec la Stratégie de transformation numérique gouvernementale, ainsi qu'avec la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique pour 2021-2026.

Québec soutient que ces outils numériques permettront, par exemple, d'identifier plus tôt des difficultés d'élèves, de prévoir des besoins de personnel enseignant, d'anticiper des besoins en infrastructures, ainsi que de mesurer des résultats de pratiques pédagogiques mises en oeuvre.

Ces organisations collaborent au projet : l'Institut québécois d'intelligence artificielle, l'Institut de valorisation des données, l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique, ainsi que Grics, une entreprise québécoise de technologies de l'information pour l'éducation.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) affirme ne pas s'opposer à ces décisions, mais notamment craindre que le personnel de l'éducation ne soit pas impliqué dans la recherche et le développement des logiciels de gestion des données et des guides d'aide aux décisions de soutien éducatif qui seront intégrés au réseau scolaire, en particulier pour éviter des biais de conception.

« Quelles données seront incluses et utilisées, pour mesurer quoi exactement? Le développement en vase clos de ces logiciels devant appuyer le travail du personnel [de l'éducation] serait une aberration. L'utilisation des données ne doit pas servir à nourrir la compétition entre les établissements », soutient la CSQ.

La CSQ, qui représente 125 000 membres faisant partie du personnel de l'éducation, ajoute que « la clé pour que de tels projets réussissent est la transparence quant à la nature des données recueillies, aux objectifs poursuivis, à la sécurité et aux modalités de conservation ».

Des banques de relève à zéro pour les directions d'école

CAROLYNE LABRIE

Le Quotidien

Les banques de candidatures pour occuper un poste de direction dans les écoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont vides. Les directeurs sont au bout du rouleau et essoufflés. Ils demandent une meilleure reconnaissance de leur travail pour améliorer leurs conditions et rendre la profession plus attrayante.

Il y a cinq candidats dans la banque de relève pour le territoire desservi par le Centre de services scolaire De La Jonquière. La Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) en compte trois dans celle du CSS Lac-Saint-Jean. Les listes des CSS des Rives-du-Saguenay et du Pays-des-Bleuets sont complètement vides.

Alors, il arrive quoi, lorsqu'un directeur a besoin de se faire remplacer pendant une longue période ? « Un autre prend la relève et s'occupe de deux, trois ou même de quatre écoles pendant un moment », répond le président de la FQDE, Nicolas Prévost.

C'est arrivé à certains moments à Johanne Bouchard, aujourd'hui retraitée, mais toujours très active. Elle est, entre autres, mentore pour les nouveaux directeurs d'établissement.

« Mon école comptait plus de 330 élèves. Une année, j'en ai pris deux autres. Je me déplaçais entre Saint-Félicien, La Doré et Saint-Méthode. Souvent, tu as un adjoint, alors ça aide, mais c'est difficile. J'avais seulement le dimanche de congé pendant un an. »

Elle a fait le saut derrière le bureau de directrice, après une carrière de 17 ans comme enseignante en anglais langue seconde. Elle y est restée 18 ans. En 2019, alors que l'heure de la retraite venait juste de sonner, on la rappelait pour devenir consultante.

« Je suis allée pendant trois mois dans une école. J'ai arrêté tout juste avant la pandémie et je leur ai dit que je ne voulais pas y retourner. En fait, je leur ai dit de perdre mon numéro ! », indique celle qui est appelée à aider dorénavant de manière ponctuelle.

« Elle pourrait reprendre le travail chaque semaine si elle le voulait », souligne M. Prévost, ajoutant que plusieurs retraités sont régulièrement appelés. Les banques de relève s'amenuisaient déjà avant la pandémie, mais la situation a précipité des départs, ce qui les a carrément mis à sec, observe-t-il. « Les directeurs se sont retrouvés à gérer davantage de problèmes relevant de la santé publique que de l'éducation de nos jeunes. »

Parlez-en à Francis Côté, à la tête de l'École polyvalente de Normandin depuis janvier. Au cours des 18 dernières années, il a également été directeur au primaire dans le nord du Lac-Saint-Jean.

« Ça fait deux ans que je suis très loin de faire ma réelle job. Là, je gère du Purell, un manque de personnel et des parents anti-masques »

— Francis Côté

Des semaines de 50 heures

Pour être à la direction, il faut avoir au moins cinq ans d'expérience en enseignement et trois autres comme adjoint, explique M. Prévost. Le candidat doit aussi avoir réussi les premiers cours du diplôme d'études en administration scolaire et s'engager à le terminer dans les cinq années suivantes. « C'est sûr que, dorénavant, on a plus de souplesse. Par exemple, il y a des gens qui n'ont pas les cinq années d'expérience. Il n'est toutefois pas question de prendre des gens qui n'ont pas leur brevet d'enseignement. »

C'est aussi ce que pense Johanne Bouchard. « Au Conseil du Trésor, certains pensent que n'importe quel gestionnaire peut diriger un établissement. On gère des enfants. Ce ne sont pas que des chiffres et des budgets. »

Francis Côté, qui est aussi président régional de la FQDE, ajoute qu'il ne faut pas niveler par le bas. « Le critère le plus important c'est le brevet d'enseignement. Il ne faut pas qu'un cadre de la santé qui n'a plus de tâche se retrouve dans une école. »

La fédération est d'ailleurs en pourparlers avec les ministres du Conseil du Trésor et de l'Éducation. Il ne s'agit pas d'un syndicat, puisqu'on parle ici de personnel-cadre, mais d'un groupe aux intérêts communs. «Il faut valoriser la profession», souligne le porte-parole de la Fédération.

«Aujourd'hui, 70 % des directions sont des femmes et la moyenne d'âge est de 40 ans. Elles ne veulent pas travailler 50 heures par semaine avec un salaire qui revient au même que celui des enseignants et beaucoup moins de vacances.»

Johanne Bouchard est du même avis. «Quand tu es directrice, tu arrives au travail à 7h tous les matins et repars la dernière à 17h. C'est impossible de concilier la vie familiale. L'été, tu n'as pas de vacances et, d'un point de vue salarial, c'est quasiment une diminution, si tu es une enseignante qui était

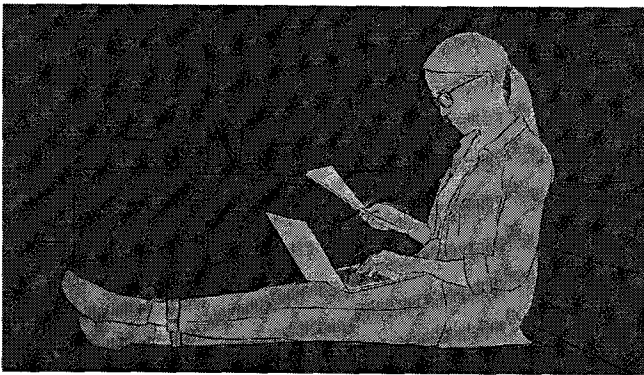
dans le haut des échelons. Les conditions ne sont pas gagnantes.»

Les trois intervenants espèrent que les négociations avec le gouvernement connaîtront un dénouement positif et que davantage de gens seront intéressés à se lancer dans cette aventure. Francis Côté assure que son métier reste le plus beau du monde, mais qu'il a besoin de reconnaissance. «Quand tu as deux ou trois écoles sous ta gouverne, tu manques de temps et tu n'es jamais à la bonne place au bon moment. À la fin de la journée, tu n'aimes pas ça.»

«Quand j'avais une grosse journée, j'allais dans une classe et là, ils étaient heureux de me voir et venaient me faire un câlin. Ils nous redonnent tellement les enfants», termine Johanne Bouchard.

La santé émotionnelle des adolescents malmenée par la pandémie

Pour souligner les deux ans de la pandémie au Québec, Radio-Canada présente une série de reportages sur les impacts que la COVID-19 a eus sur quatre groupes particuliers au sein de la population : les femmes, les adolescents, les enfants et les aînés.



L'école à la maison a représenté un défi de taille pour les adolescents québécois. PHOTO : RADIO-CANADA / OLIVIA LAPERRIÈRE-ROY

Louis Gagné

S'ils ont réussi sans trop de mal à résister aux assauts de la COVID-19 sur leur organisme, les adolescents ont ressenti de façon souvent disproportionnée les conséquences psychologiques des mesures de confinement mises en place pour freiner la propagation du virus au Québec.

Contrairement à ce qu'on a observé dans d'autres tranches de la population, à commencer par les aînés, la santé physique des adolescents n'a que très rarement été menacée par la COVID-19.

Au niveau de la santé physique, on a appris en cours de route que le virus n'était pas très menaçant pour les adolescents ou les jeunes. Quelques adolescents [ont été] hospitalisés pour des tableaux inflammatoires quand même parfois assez sérieux, mais ça été très rare, somme toute, indique en entrevue à Radio-Canada le Dr Olivier Jamouille, pédiatre spécialisé en médecine de l'adolescence.

En revanche, les impacts de la pandémie sur la santé émotionnelle et développementale des jeunes ont été considérables, observe le chef de la section de médecine de l'adolescence au Centre hospitalier universitaire (CHU) Sainte-Justine.

Les multiples changements de rythme et d'horaire auxquels les jeunes Québécois ont été confrontés lors des vagues infectieuses successives ont été particulièrement néfastes, à en croire le Dr Jamouille.

On a vu des tableaux de régression généralisée : décrochage scolaire, anxiété, dépression surtout, et troubles alimentaires, qui ont vraiment explosé par l'effet des confinements et des mesures sanitaires mises en place, explique le médecin.

Priorité absolue

À la lumière de ces impacts, maintenir les écoles ouvertes devrait, selon lui, être une priorité absolue au cours des prochains mois si la pandémie est toujours présente.

« C'est vraiment là-dessus qu'on doit travailler comme société : laisser les adolescents continuer à vivre, les laisser à l'école, je dirais presque, quel que soit le niveau de virémie ou de circulation du virus dans la population. »

- Dr Olivier Jamouille, pédiatre spécialisé en médecine de l'adolescence, CHU Sainte-Justine

Professeure titulaire au Département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage à la Faculté des sciences de l'éducation à l'Université Laval, Sylvie Barma s'est intéressée à la manière dont les adolescents québécois ont vécu les différents impacts de la crise sanitaire.

Avec deux collègues chercheuses du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, elle a mené une enquête auprès de 1057 jeunes de 13 à 18 ans venant de 37 établissements d'enseignement secondaire au Québec.

Détresse et perte de repères

Les réponses fournies par les répondants mettent en lumière les difficultés engendrées par les mesures de confinement, en particulier la fermeture des écoles, au printemps 2020, et l'enseignement en ligne.

Les adolescents ont vraiment traversé une période difficile. Ils ont évoqué beaucoup de tristesse, beaucoup de démotivation et de la perturbation dans leur routine quotidienne. Ils nous ont indiqué, vraiment, une certaine détresse en lien avec la perte de repères par rapport à leurs conditions d'apprentissage, mentionne Mme Barma.

La professeure ajoute que 57 % des répondants au sondage ont affirmé avoir eu de moins bons résultats scolaires. Un adolescent sur quatre a confié ne rien comprendre à la matière enseignée.

Avec l'apprentissage en ligne, les jeunes nous ont raconté que c'était beaucoup plus difficile d'avoir un bon contact avec leurs enseignants, que ce n'était vraiment pas comparable à aller à l'école en présentiel et ils ont senti les enseignants beaucoup plus stressés et moins disponibles, moins empathiques envers eux, explique Sylvie Barma.

« Beaucoup d'adolescents de 4e et 5e secondaire ont vraiment décroché [lors du premier confinement]. Ils ne faisaient pas leurs devoirs. Ils nous ont dit : "il n'y a pas d'évaluation, alors pourquoi on étudierait?" »

- Sylvie Barma, professeure titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

La cohabitation, 24 heures sur 24, avec les parents et les autres membres de la famille, l'impossibilité, pour de nombreux jeunes, d'avoir accès à un endroit calme pour étudier ou de pouvoir compter sur une connexion Internet de qualité ont également joué sur la motivation et la réussite scolaire des adolescents durant le confinement.

Entre résilience et fragilité

Malgré les nombreux problèmes rencontrés depuis le début de la crise sanitaire, la plupart des jeunes ont su faire preuve de résilience.

Je les vois, maintenant, en clinique, ceux qui vont bien et qui n'ont pas été trop fragilisés par la pandémie, c'est déjà chose du passé. Ils reprennent le dessus et sont en train de reprendre leurs activités, note Olivier Jamouille.

Les jeunes ayant le plus souffert de la pandémie, en particulier ceux qui étaient déjà fragiles avant l'apparition de la COVID-19, auront toutefois besoin d'être suivis et épaulés, même une fois la crise sanitaire terminée, prévient le pédiatre.

Les patients avec des troubles alimentaires, c'est une maladie qui s'est installée en plus grand nombre durant la pandémie, bien, ces patients-là, ça va prendre plusieurs mois, voire plusieurs années, pour s'en sortir. Donc, il faut assurer le suivi de cette clientèle-là, insiste le médecin.

Un constat que partage Sylvie Barma. Les conditions socio-sanitaires s'améliorent. On le voit avec l'abandon du port du masque et tout ça, mais je pense quand même que ça va leur prendre quelques années avant de retrouver une certaine normalité. Donc, ils vont avoir besoin du soutien de leurs parents et de leurs enseignants, fait valoir la professeure.

Avec la collaboration de Sandra Lalancette, d'Alain Rochefort et de Marie-Claire Giffard



UNE « SAINE RÉSERVE » DE TESTS RAPIDES SE CONSTRUIT

HENRI OUELLETTE-VÉZINA, VINCENT BROUSSEAU-POULIOT
LA PRESSE

Les tests rapides, qui portaient il y a des semaines comme des petits pains chauds, sont nettement moins demandés au Québec maintenant que les livraisons se régularisent. Des pharmaciens se réjouissent de cette situation, qui leur permet d'accumuler une saine réserve en cas de nouvelle vague.

« Pour l'instant, la demande a vraiment beaucoup diminué. On a même stoppé certaines commandes. C'est toujours relatif à la perception du risque, au nombre de cas, un peu comme la vaccination. Si jamais il y avait une autre vague, ce qu'on ne souhaite pas, ça repartirait très vite », affirme le président de l'Association des pharmaciens-propriétaires, Benoit Morin.

Il rappelle qu'il y a quelques semaines seulement, la non-disponibilité de tests rapides a été « extrêmement difficile » pour bon nombre de pharmaciens.

« C'est très sain pour nous et pour la population d'avoir une réserve présentement. Chaque famille devrait avoir sa boîte en sa possession, en cas de symptômes, pour éviter de se rendre en succursale à ce moment-là. »

— Benoit Morin, président de l'Association des pharmaciens-propriétaires

Au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), la porte-parole Marjorie Larouche indique que

Québec doit recevoir 41 millions de tests rapides du gouvernement fédéral en mars et en avril 2022. En février, ce chiffre était de 22 millions. La province devrait par ailleurs recevoir « entre 18 millions et 42 millions de tests rapides par l'entremise de différents fournisseurs » au cours du mois de mars.

« NIVEAUX INTÉRESSANTS »

On ignore encore de quelle manière exactement tous ces tests seront distribués. En février, le Québec en avait distribué 19,6 millions au total, dont une bonne partie était allée dans les écoles, les pharmacies, les services de garde, les entreprises et le réseau de la santé. Chose certaine, « le Québec s'assure de distribuer rapidement les tests rapides qu'il reçoit », assure Mme Larouche, précisant toutefois que « la stratégie de distribution est constamment ajustée afin de répondre aux besoins et demandes ».

À l'Association québécoise des distributeurs en pharmacie, le directeur général Hugues Mousseau confirme lui aussi que la demande pour les tests rapides a « considérablement diminué » au sein même des établissements, pendant que l'offre, elle, a largement augmenté, selon lui.

« En termes de prévisibilité de stocks, on est à des niveaux vraiment intéressants qui nous permettent de répondre à la demande, maintenant et pour le futur, et ce, même s'il y avait une hausse dans les mois à venir. »

— Hugues Mousseau, directeur général de l'Association québécoise des distributeurs en pharmacie

M. Mousseau dit percevoir une certaine « régularisation » des approvisionnements et des livraisons, autant du fédéral que du provincial.

Hugues Mousseau croit aussi qu'il est important de « profiter » de cette situation pour mieux s'outiller collectivement. « Il faut que les gens en aient à la maison et non qu'ils se rendent en pharmacie quand il y a l'apparition de symptômes. Pour nous, c'est vraiment la clé. Si on réussit à implanter ça dans la plupart des ménages, la prochaine crise ne sera pas aussi importante », affirme-t-il.

La réalité des tests rapides a en effet fortement changé, et pour le mieux. « On est passés d'un système push, donc dès que les grossistes recevaient les tests, ils nous envoyaient le maximum qu'ils pouvaient parce que c'était la folie et qu'on ne suffisait pas à la demande, à un système pull. Moi, comme pharmacien, j'en commande seulement quand j'en ai besoin. C'est vraiment rendu une gestion normale

du stock, comme l'ensemble de mes produits », indique M. Morin.

LOGIQUE

Chez Santé Canada, le porte-parole Mark Johnson souligne que le gouvernement canadien s'est procuré « une quantité importante de tests rapides pour les semaines et les mois à venir, qu'il continuera de livrer » et de distribuer « le plus rapidement possible ». Dans l'avenir, « le gouvernement du Canada continuera d'acheter des tests rapides au besoin », écrit-il aussi, rappelant toutefois qu'il revient aux provinces de les distribuer « en fonction de leurs priorités en matière de dépistage ».

Pour l'heure, la capacité québécoise de tests PCR est d'environ 35 000 quotidiennement durant le mois de

mars. Le MSSS estime que cette capacité « permet de répondre aux besoins actuels ». À titre comparatif, en février, la capacité était un peu plus élevée, à environ 50 000.

Vu les nouvelles limites imposées au dépistage, il semble logique de diminuer cette capacité quotidienne, dit l'enseignante à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, Roxane Borgès Da Silva. « Je comprends le gouvernement de vouloir réallouer les ressources humaines et financières. Ça doit être efficient. Ça ne me surprend pas : ça ne donne rien de maintenir des ressources de cette ampleur en place », indique-t-elle.

ÉTAT DES LIEUX

Les 9 nouveaux morts enregistrés lundi portent à 13 la moyenne

quotidienne. La tendance est ainsi en baisse de 17 % sur une semaine. On a observé lundi une légère hausse de trois hospitalisations. À ce jour, 1077 personnes atteintes de la COVID-19 demeurent hospitalisées, dont 61 se trouvent toujours aux soins intensifs (- 2). Côté vaccination, la campagne québécoise continue de ralentir. Dimanche, à peine 4200 doses supplémentaires ont été administrées, dont plus de 2490 étaient des troisièmes doses. Le Québec administre en moyenne 6450 doses quotidiennement. Du nombre, à peine 4220 personnes par jour viennent chercher leur troisième dose, alors que le Québec n'a pas encore franchi le cap des 50 % ayant reçu leur dose de rappel.

5000 \$ pour aider son ancien orphelinat

DOMINIQUE LELIÈVRE

Le Journal de Québec

Un jeune homme ukrainien adopté il y a cinq ans par une famille de Québec espère amasser 5000 \$ pour venir en aide à l'orphelinat où il habitait en Ukraine.

Samuel Blanchet raconte que les enfants et le personnel de cet établissement situé dans le sud de l'Ukraine, près de la ville portuaire d'Odessa, ont dû être évacués de Pologne pour fuir les bombardements.

C'est là qu'il vivait avant de démarrer sa nouvelle vie au Québec, à l'âge de 13 ans, et de prendre un nouveau nom à consonance québécoise.

« Ils sont partis avec rien. Tout est resté là-bas. Ils ont apporté quelques petits trucs, mais c'est tout. Ils ont besoin de choses de première nécessité, des savons, des shampoings, des vêtements, de la nourriture », s'alarme, dans un français impeccable, le jeune homme aujourd'hui âgé de 18 ans.

Il est toujours en contact avec la directrice du pensionnat.

500 PAINS AUX BANANES

Il s'est associé avec la Maison Jean Lafrance, un organisme qui accompagne des garçons en difficulté à Québec, où il a passé quelque temps avant

son passage à la vie adulte.

Avec une dizaine d'autres adolescents, il s'est lancé hier dans la confection de 500 pains aux bananes dans les cuisines du Grand Marché de Québec.

Ils seront vendus 10 \$ l'unité et tous les fonds serviront à aider l'orphelinat ukrainien, soit en don d'argent, soit en envoi de biens essentiels.

L'initiative a grandement mobilisé tous les résidents, selon le fondateur de l'organisme de bienfaisance.

« Si tu voyais l'esprit d'équipe qu'il y a, ça n'a pas de bon sens. Tu mets 10 adolescents ensemble, tu risques des fois qu'il y ait des flammèches, mais ce matin, il n'y en a pas eu. Tout le monde travaille à son poste », lance Jean Lafrance.

FIERTÉ

De son côté, Samuel dit avoir « beaucoup de peine » de voir ce qui se passe en Ukraine, où il a toujours de la famille, tout en étant « fier » de son pays qui « se bat pour rester debout ».

Il lance d'ailleurs le défi aux écoles de la région d'amasser de l'argent à leur tour.

« Je me mets souvent à leur place [celle du peuple ukrainien]. Je me dis que si je n'avais pas accepté l'adoption en Ukraine, je serais avec eux autres en ce moment en train de me faire bombarder et je ne sais même pas si je serais encore en vie. Si j'étais à leur place, j'aimerais ça que quelqu'un m'aide », dit-il.

Pour vous procurer un pain aux bananes, informez-vous à la Maison Jean Lafrance.



Education minister announces \$10.6M for data digitization effort

Quebec's education network will enter the 21st century with the digitization of its data, which can then be analyzed with artificial intelligence.

Education Minister Jean-François Roberge and Éric Caire, minister of cybersecurity and digital technology, announced Monday an investment of \$10.6 million over two years to digitize all data compiled by Quebec's school service centres.

Roberge said during the pandemic, it was essential to know the number of positive COVID-19 cases in classes, the number of absent students, who used tutoring programs, the dropout rate and other data, and compiling this information was needlessly complicated.

A pilot project at CSS Coeur-des-Vallées in the Outaouais region and CSS Val-des-Cerfs in Estrie

showed AI was able to prevent dropouts by screening — at a rate above 90 per cent — students at the highest risk when they arrived in Secondary 1. The project also succeeded in grouping students with similar profiles to offer personalized support.

Additionally, machine learning allowed the centres to better distribute human resources and predict staff shortages.

Roberge said the transformation would “reduce the bureaucratic workload” for schools.

Priorities for data analysis will be student absenteeism and success, human resources and infrastructure maintenance.

Caire said the data would be anonymized and the government would be “cyberparanoid” in protecting personal information.

Presse Canadienne

Lecteur de CO₂

Des premiers résultats convaincants au CSSBE

MATHIEU FOURNIER

mfournier@leclaireurprogres.ca

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE) a publié pour une première fois les résultats obtenus par ses 1 654 lecteurs de CO₂ depuis leur installation en janvier dernier.

Le CSSBE a reçu des résultats plutôt convaincants, alors que près de 90 % des classes ont reçu un taux de concentration de CO₂ inférieur à 1 500 parties par million (ppm). Ce sont 1 370 classes qui ont été testées et seulement 149 d'entre elles ont affiché une concentration de ppm supérieure à 1 500. Selon le ministère de l'Éducation, la concentration de CO₂ est jugée acceptable lorsqu'elle est inférieure à 1 500 ppm.

Des correctifs doivent être apportés, comme l'ouverture des fenêtres, lorsque la concentration est supérieure à 2 000 ppm. De son côté, le Règlement sur la santé et la sécurité du travail (RSST) recommande un maximum de 5 000 ppm pour une journée

de travail de huit heures.

Les appareils installés dans l'ensemble des écoles du Québec permettent de mesurer en temps réel trois éléments afin d'assurer le confort des étudiants. Ceux-ci mesurent la concentration de CO₂, le taux d'humidité et la température dans les classes.

Le CSSBE fera la mise à jour des résultats hebdomadairement sur son site csbe.qc.ca/ventilation.

CSSCS

Pour le Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud (CSSCS), seulement 80 % des classes ont été testées puisque 20 % des lecteurs étaient toujours en installation au début de la semaine du 21 février.

Maintenant que tous les lecteurs sont en fonction, le CSSCS souhaite analyser les données dans les semaines suivant le retour de la semaine de relâche afin de dresser un portrait plus précis de la situation. Un bilan plus complet sera donc communiqué dans les prochaines semaines.



Mélissa Blouin // mblouin@lexismedia.ca

Des impacts pour les jeunes de Joliette et des environs

SURPOPULATION DANS LES ÉCOLES

Le surplus d'élèves dans les écoles secondaires publiques de Joliette et les nouvelles mesures annoncées par le Centre de services scolaire (CSS) des Samares engendreront non seulement des impacts pour les élèves des MRC voisines, mais aussi pour ceux qui habitent sur le territoire de Joliette et dans les villes à proximité.

Par exemple, les jeunes du primaire qui résident à Saint-Charles-Borromée (une ville située sur le territoire de Thérèse-Martin) ne pourraient plus s'inscrire dans les concentrations de Barthélemy-Joliette. Un jeune charlois qui pratique le basketball ne pourrait donc pas poursuivre sa passion puisque cette concentration est exclusive à Barthélemy-Joliette. Tout comme un jeune du quartier Bélair ne pourrait pas joindre une concentration de Thérèse-Martin.

Concernant les sport-études, les programmes élités et les programmes de développement espoir, un partenariat a été créé entre les deux écoles. Ainsi, un jeune de Saint-Paul qui désire intégrer le programme de développement de sports acrobatiques de Thérèse-Martin étudiera à l'école de son secteur (Barthélemy-Joliette), mais aura accès à un transport qui lui permettra de se diriger chez le mandataire où son sport se pratique (Hopla dans ce cas-ci). Ce partenariat s'applique seulement pour les jeunes

qui appartiennent à l'un des territoires de ces deux écoles.

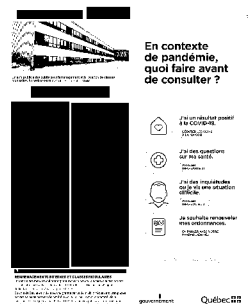
Une façon de faire qui, selon certaines sources qui ont préféré rester anonymes, engendrera une sérieuse problématique de transport. « Avec la pénurie de main-d'œuvre au cœur des compagnies de transport c'est déjà difficile pour certains élèves de se rendre à l'école le matin, alors je suis convaincu que la responsabilité d'aller porter les jeunes à leur sport-études (à 14 h30) reviendra aux parents. Sinon, ce seront des berlines qui devront s'en charger et cela fera grandement monter le coût de ces programmes. »

Il y a quelques exceptions où les élèves pourraient intégrer une école même s'ils sont d'un territoire différent. Ce serait notamment le cas pour les équipes sportives qui ont des obligations à respecter avec le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) et qui doivent être composées d'athlètes qui proviennent tous de la même école. Il serait donc possible pour les élèves des deux territoires d'étudier à Thérèse-Martin s'ils font partie des programmes de développement de hockey ou de volleyball.

Dans une lettre publiée sur Facebook, le CSS mentionne que l'ajout de nouvelles écoles secondaires a été demandé au ministère pour le secteur de Joliette et de Saint-Lin-Laurentides et que ces mesures sont nécessaires en attendant l'arrivée de ces nouvelles écoles. Une nouvelle école

permettrait, par la suite, de revoir l'offre à l'ensemble des élèves du territoire du CSS.

À noter que L'Action a questionné le Centre de services scolaire des Samares sur la situation en janvier dernier. Le Journal a attendu plusieurs semaines une réponse qui n'est finalement jamais venue.



ACTUALITÉS ÉDUCATION

Mélissa Blouin // mblouin@lexismedia.ca

Vive déception chez des élèves contraints de revoir leurs plans

LES ÉCOLES PUBLIQUES SONT SURCHARGÉES

Plusieurs élèves du primaire ont dû revoir leur choix d'avenir après avoir été refusés dans l'une des deux écoles secondaires publiques de Joliette. En raison d'une problématique au niveau de la capacité d'accueil dans ces écoles, le Centre de services scolaire (CSS) des Samares a dû bloquer l'accès aux élèves qui sont hors territoire. Ils sont donc nombreux à ne plus pouvoir s'inscrire dans les programmes de concentration et les sport-études de Barthélemy-Joliette et de Thérèse-Martin.

C'est notamment le cas pour deux jeunes garçons, de Lavaltrie et de Saint-Ignace-de-Loyola, qui ont vécu, cette année, une grande gamme d'émotions et beaucoup de stress. Ces derniers ont pris part aux évaluations du sport-études soccer de Barthélemy-Joliette à l'automne dernier afin d'intégrer cette école en septembre 2022.

Les parents de ces jeunes hommes évoquent que jamais, au cours de tout le processus, il ne leur a été mentionné que le fait que leurs jeunes provenaient de municipalités plus éloignées pouvait nuire à leur admissibilité. La mère d'un des sportifs avait d'ailleurs questionné l'école à ce sujet.

Les deux élèves ont même reçu une lettre de l'Association régionale de soccer Lanaudière stipulant qu'ils étaient acceptés à condition que leurs résultats scolaires

soient suffisants. Les deux garçons étaient fous de joie, sachant qu'ils excellent à l'école et que ce critère ne serait pas un problème pour eux.

Les parents ont donc décliné l'offre du Collège Esther-Blondin, où leurs enfants avaient été acceptés dans le programme de soccer et ont mis fin à leurs démarches avec l'Académie Antoine-Manseau où ils étaient aussi admis dans l'option soccer.

DES NOUVELLES MESURES

Puis, le 23 décembre, les familles ont reçu un courriel, de l'école secondaire Barthélemy-Joliette, les informant que leurs fils étaient refusés dans le programme de sport-études soccer, puisqu'ils ne font pas partie du territoire autorisé.

La même journée, le Centre de services scolaire des Samares a annoncé qu'il devait mettre en place des mesures en raison de la capacité d'accueil des deux établissements secondaires de Joliette.

« Le CSS connaît une progression de clientèle plus rapide que celle prévue et cela engendre des problèmes au niveau de la capacité d'accueil de nos écoles et principalement de certaines écoles secondaires. [...] Dans le secteur de Joliette, nous devons limiter l'accès aux différents projets des écoles (concentration, sport espoir, profil, sport-études...) ce qui a pour effet pour les élèves hors bassin de ne pas avoir accès à ces écoles. »

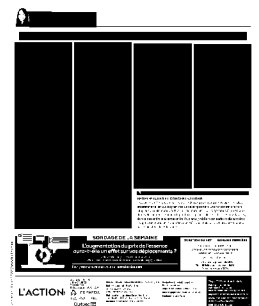
Au cœur de cette lettre explicative, le CSS élabore que toutes les concentrations devront être offertes en exclusivité aux élèves du bassin, hormis quelques exceptions, mais que les élèves hors bassin déjà

admis dans ces écoles conservent le droit de continuer leur parcours scolaire pour les prochaines années.

« Nous croyons qu'il y a vraiment eu un manque de transparence et de communication, car à aucun moment lors de nos démarches la mention de « territoire » n'a été nommée. Si nous avions su, nous n'aurions pas arrêté nos autres démarches. Notre enfant s'est retrouvé sans options dans son sport et la déception qu'il a vécue est immense! Nous avons l'impression de nous être fait avoir », ont expliqué les parents de l'un des jeunes.

Ils ont ajouté que leur fils ainsi que son ami étaient vraiment heureux de visiter cette école secondaire où ils croyaient faire leur parcours. « Toutes les semaines, ils ont assisté avec motivation à leur pratique de soccer, nourrissant l'objectif d'être prêts pour le sport-études. En tant que parents, nous ne pouvions pas rester les bras croisés et regarder nos enfants être complètement découragés. »

La famille était prête à se louer un logement pour avoir une adresse à Joliette. Mais même avec cette option, l'admission de leur fils n'était pas gagnée. « Il n'y a toujours aucune garantie quant à l'acceptation des enfants dans le programme, surtout si



un autre élève habite plus près de l'école que vous», leur a répondu le ministère de l'Éducation. Ce dernier leur a expliqué que le CSS respectait la loi sur l'instruction publique et leur a suggéré d'aller vers le collège Esther-Blondin.

«Quand c'est rendu que le Ministère te conseille une école privée, il y a un problème! Nous comprenons le manque de places de l'école, mais nous trouvons que le ministère de l'Éducation offre des programmes de sport-études sans être capable d'assurer une place aux athlètes-étudiants qui ont toutes les aptitudes pour les faire. Le ministère de-

vrait changer les lois en ce qui concerne le sport-études et fournir l'aide aux écoles hôtes.»

Les parents évoquent qu'ils ont la chance d'envisager l'option des écoles privées, mais que ce n'est malheureusement pas le cas pour tous les parents des élèves qui excellent dans leur sport ou qui souhaitent simplement poursuivre leur passion. «Au final, ce n'est qu'une infime partie de la population qui aura accès aux programmes sport-études...»

Le ministère de l'Éducation a également déclaré, lors de ses échanges avec le

couple, que «la direction de l'école d'accueil devait donner une réponse aux parents au plus tard le 20 décembre». Ce qui n'aurait pas été respecté dans ce cas-ci.

Heureusement, l'histoire s'est bien terminée pour les deux jeunes garçons qui ont finalement été acceptés en soccer à l'Académie Antoine-Manseau et au Collège Esther-Blondin. L'école secondaire Félix-Leclerc de Repentigny leur a même signifié qu'ils étaient les bienvenus au deuxième tour des évaluations techniques, et ce, même s'ils sont en dehors du territoire de l'école.

Communiqué (s)

Lancement de la nouvelle image de marque employeur du Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda

Rouyn-Noranda, le 10 mars 2022 – Le Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda (CSSRN) s’est doté d’une nouvelle image de marque employeur pour soutenir le développement de ses activités en lien avec le recrutement et la rétention des ressources humaines.

Parce qu’il souhaite demeurer compétitif dans le recrutement de sa main-d’œuvre, mais aussi parce qu’il désire se démarquer et susciter le sentiment d’appartenance auprès de ses employées et employés, le CSSRN a lancé une image vivante et distinctive. « Nous croyons que chaque employé contribue au développement des élèves. Certains ont un impact direct sur leurs apprentissages, d’autres contribuent à la qualité de leur milieu de vie. Chacun à sa façon, de près ou de loin, permet aux élèves de s’épanouir dans un milieu positif », telle est la philosophie de M^{me} Mélanie Savard, directrice du Service des ressources humaines au CSSRN, et de son équipe.



Utilisé déjà depuis quelques années, le slogan « Crée l’avenir » qui accompagne la nouvelle image est une invitation à joindre l’équipe, à s’accomplir dans un métier qui promeut et valorise l’éducation tout en contribuant au développement de la communauté. Cette devise est illustrée par un symbole fort - le phylactère - qui évoque la réflexion, l’idéation, la discussion et l’ouverture d’esprit. La signature démontre toute la place laissée au talent de chacun, à leur créativité et à leur engagement.



Cette image de marque employeur est déployée dans un guide complet et sera déclinée sur une multitude d’outils servant tant pour le recrutement que pour souligner la fierté des équipes d’appartenir au CSSRN.

Les membres du personnel du CSSRN et toutes les personnes qui ont à cœur l’éducation sont invitées à découvrir le déploiement de cette nouvelle image de marque en suivant le Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda sur Facebook à partir de ce lien : <https://www.facebook.com/cssrouynnoranda>. Ils y sont conviés à prendre part au mouvement en partageant leur vision d’une créatrice ou d’un créateur d’avenir. De plus, des surprises sont au rendez-vous!

– 30 –

Source : Karine Lacombe, agente de développement en promotion et marketing

Renseignements : Julie Roy, conseillère en communication

Valorisation des données du réseau de l'éducation - L'intelligence numérique en éducation : pour la réussite éducative de nos élèves et un réseau plus efficace

NOUVELLES FOURNIES PAR

Cabinet du ministre de l'Éducation →


Mars 14, 2022, 15:00 ET

MONTRÉAL, le 14 mars 2022 /CNW Telbec/ - Le ministre de l'Éducation, M. Jean-François Roberge, a annoncé, en compagnie du ministre de la Cybersécurité et du Numérique et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels, M. Éric Caire, un investissement de plus de 10 millions de dollars afin d'amorcer un virage numérique sans précédent au sein du ministère de l'Éducation et du réseau scolaire. Ce projet d'intelligence numérique, en adéquation avec la Stratégie de transformation numérique gouvernementale et la Stratégie d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'administration publique pour 2021-2026, permettra de mettre à profit les données du réseau de l'éducation au service de la réussite éducative des élèves du Québec, ainsi que d'offrir une gestion plus transparente et efficiente. Il fera du gouvernement du Québec un pionnier en la matière au Canada.

Grâce à cet investissement, une réelle modernisation des pratiques sera possible et permettra au Ministère ainsi qu'à l'ensemble du réseau scolaire d'avoir accès à des données plus nombreuses et plus fines sur lesquelles appuyer leurs décisions et leurs orientations afin de favoriser la réussite éducative.

En effet, l'intelligence numérique permettra de sélectionner et de bénéficier de données plus pertinentes aux fins d'analyse et de valoriser ces précieuses données en produisant des outils d'aide à la décision, tels que des tableaux de bord. L'intelligence artificielle permettra également d'agir plus rapidement et de manière plus ciblée et adaptée, et ce, au bénéfice de l'ensemble du réseau scolaire.

Des partenaires importants

Afin de bien mettre en œuvre ce projet dans le réseau de l'éducation, le Ministère s'est adjoint les services de partenaires de pointe, tels que l'Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila), l'Institut de valorisation des données (IVADO), l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA) et la GRICS, une entreprise de technologie de l'information spécialisée en éducation au Québec. En collaboration avec les acteurs du terrain, ces experts reconnus participeront au développement et au déploiement 

d'outils d'aide à la décision basés sur les meilleures pratiques en gouvernance des données et en intelligence d'affaires dans le domaine de l'éducation, le tout dans le cadre d'une démarche éthique rigoureuse. Soulignons également que depuis le début, le projet suscite l'adhésion du réseau scolaire et que plusieurs organisations scolaires y participent activement.

Dès la rentrée 2022, il sera possible pour le Ministère et pour tout le réseau de tirer profit des premières données intégrées et harmonisées regroupées sous trois grands thèmes prioritaires, soit la réussite éducative, les ressources humaines et les infrastructures. Ces données porteront plus précisément sur l'absentéisme des élèves et leur réussite éducative ainsi que sur la main d'œuvre du personnel du réseau et les opérations d'entretien et de mise à niveau du parc immobilier. D'autres données s'ajouteront par la suite.

Les centres de services scolaires au Cœur-des-Vallées et du Val-des-Cerfs ont tous deux mis en place des projets en matière de valorisation des données qui se sont avérés très prometteurs. L'intelligence numérique mise à profit dans ces organisations leur a notamment permis de prévenir des échecs scolaires en dépistant, avec un taux supérieur à 90 %, les élèves les plus à risque de décrochage dès leur arrivée à la 1^{re} secondaire. Certaines ressources ont également pu être optimisées puisqu'il leur est désormais possible de regrouper les élèves ayant un profil similaire ou encore faisant face à des défis semblables afin de leur offrir des mesures de soutien adaptées à leur réalité. Sur le plan de la main-d'œuvre, ces deux CSS ont également été en mesure d'assurer une redistribution et une utilisation plus pertinentes, efficaces et efficientes des ressources en fonction des besoins des écoles, en plus de prévoir les pénuries de main-d'œuvre par corps d'emploi et d'agir plus en amont avec des plans de recrutement, de rétention, de formation et de relève.

Citations :

« L'intelligence numérique recèle un potentiel très prometteur et le ministère de l'Éducation entend en bénéficier au maximum. L'annonce d'aujourd'hui fera passer notre réseau de l'éducation à l'ère de la modernité. L'intelligence numérique permettra de dresser un portrait en temps réel de l'état du réseau, que ce soit au chapitre de la réussite éducative des élèves, des infrastructures ou des ressources humaines, par exemple. Ce projet nous permettra, à terme, de mieux outiller l'ensemble des acteurs du réseau et de tirer le maximum de bénéfices de la valorisation des données afin de réaliser des interventions plus promptement et mieux ciblées, notamment auprès des élèves en difficulté. Il n'est pas question ici de s'immiscer dans la gestion de classes que font les enseignants. Il s'agit d'outils innovants qui soutiendront concrètement le travail des équipes-écoles au profit de nos jeunes et de leurs parents. Plus d'efficacité pour plus de pertinence et de résultats positifs : voilà un beau projet de société qu'il est temps de mettre en place! »

Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« Ce projet d'intelligence numérique est emballant, car il permettra une prise de décision intuitive et facile d'utilisation, deux principes fondateurs de la Stratégie de transformation numérique gouvernementale. La qualité des données demeure ainsi la pierre d'assise pour soutenir et assurer une gestion saine, efficace et pertinente d'un

réseau comme celui de l'éducation. De plus, appuyés par l'expertise des partenaires, les enjeux éthiques, la confidentialité des données recueillies ainsi que leur sécurité sont au cœur des considérations du projet. Cette annonce est une excellente nouvelle pour les élèves ainsi que pour les parents du Québec. »

Éric Caire, ministre la Cybersécurité et du Numérique et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

« Nous sommes très fiers de participer à cette initiative qui nous permettra d'explorer comment l'intelligence artificielle (IA) pourra changer les choses dans le réseau scolaire. Le potentiel de cette technologie est important, non seulement pour aider à la prise de décision, mais aussi pour améliorer les processus au sein du réseau. Nous explorerons également la création de solutions qui seront bénéfiques pour la réussite éducative des élèves de tous les milieux. Nos chercheurs et experts ont très hâte de collaborer avec les spécialistes du domaine et de contribuer à donner davantage d'outils aux professionnels du milieu de l'éducation. L'essor de l'IA au bénéfice de tous et toutes est l'un des objectifs centraux de Mila et nous sommes heureux de constater que le ministère de l'Éducation voit les choses du même œil! »

Valérie Pisano, présidente et cheffe de la direction chez Mila

« À l'interface du milieu scolaire et des organisations, IVADO est un institut panquébécois qui transforme les progrès en intelligence numérique en applications concrètes et bénéfiques pour la société. La valorisation des données est au cœur de nos activités et nous croyons que ce projet novateur et unique pourra y puiser sa force pour favoriser la réussite éducative des élèves du primaire et du secondaire. Une attention particulière sera accordée aux meilleures pratiques en matière d'enjeux technologiques, éthiques et de confidentialité des données afin d'assurer la rigueur de la démarche. Nous sommes très enthousiastes à l'idée de participer à cet important projet qui soutient la relève. »

Pierre Dumouchel, directeur du transfert technologique chez IVADO

Faits saillants :

- Le gouvernement du Québec investira 10,6 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour doter le réseau de l'éducation d'outils de gestion et de prise de décision des plus efficaces.
- En mettant ainsi l'intelligence numérique au profit de la réussite éducative des élèves et de l'efficacité gouvernementale, le gouvernement du Québec fait figure de pionnier.
- Avec la mise en place du projet d'intelligence numérique, le réseau aura accès à :
 - des outils complémentaires, permettant d'identifier le plus tôt possible les difficultés des élèves et d'ainsi agir en prévention pour améliorer la réussite scolaire;
 - davantage de prévisibilité concernant les besoins de main-d'œuvre. Il pourra mieux anticiper les besoins en personnel enseignant, en professionnels et en personnel de soutien dans toutes nos régions;
 - des analyses pour mieux anticiper les besoins en infrastructures et planifier l'entretien et la maintenance de ces dernières;
 - des analyses pour mieux mesurer les résultats des différentes pratiques pédagogiques mises en œuvre pour offrir aux élèves le meilleur enseignement possible.

Liens connexes :

- Pour plus de détails sur le développement de l'intelligence numérique en éducation :
<https://www.quebec.ca/education/intelligence-numerique-education>
- Pour consulter la Stratégie de transformation numérique gouvernementale :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/vitrine-numeriqc/strategie-numerique#:~:text=Cette%20strat%C3%A9gie%20vise%20%C3%A0%20offrir,'efficience%20de%20l'%C3%89tat>
- IVADO : <https://ivado.ca/>
- MILA : <https://mila.quebec/>
- OBVIA : <https://observatoire-ia.ulaval.ca/>
-

Pour en savoir plus sur les activités du ministère de l'Éducation, suivez-le sur les médias sociaux :

<https://www.facebook.com/quebeceducation>

<https://twitter.com/EducationQC>

<https://www.linkedin.com/company/339645>

<https://www.youtube.com/channel/UCgcPCv5VQhsAY3vNNH6Zrw>

SOURCE Cabinet du ministre de l'Éducation

Renseignements: Sources : Florent Tanlet, Attaché de presse et conseiller stratégique, Cabinet du ministre de l'Éducation, florent.tanlet@education.gouv.qc.ca; Nathalie St-Pierre, Directrice adjointe, Cabinet du ministre de la Cybersécurité et du numérique, Nathalie.st-pierre@mcn.gouv.qc.ca, 418 575-5872

Intelligence numérique en éducation - Une annonce majeure qui soulève plusieurs questions pour la CSQ



**Centrale des syndicats
du Québec**

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSQ →

Mars 14, 2022, 19:23 ET

MONTRÉAL, le 14 mars 2022 /CNW Telbec/ - Pour la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), beaucoup de questions sont soulevées à la suite des annonces faites aujourd'hui par le ministre de l'Éducation concernant la recherche et le développement de l'intelligence numérique en éducation.

« Évidemment, tout le monde sait bien que d'obtenir des informations du ministère de l'Éducation, c'est un véritable parcours du combattant! Nous sommes pleinement conscients de la nécessité de prendre le virage qui a été présenté. L'idée n'est pas de s'y opposer, mais bien de s'assurer que ce soit fait correctement. Et à la lumière des différents éléments déployés aujourd'hui, nous avons plusieurs questionnements et certaines craintes », de réagir, à chaud, le président de la CSQ, Éric Gingras.

Pour la Centrale, le développement d'outils d'aide à la décision soulève des interrogations importantes, notamment quant au respect du jugement professionnel du personnel du réseau. « Soyons clairs ici : un modèle, aussi efficace soit-il, demeurera toujours simplement un modèle. Il faudra toujours quelqu'un, en bout de ligne, pour poser un jugement professionnel. Ces



guides ne pourront rendre compte de l'ensemble du parcours d'un élève, de ses forces et de ses faiblesses, de son évolution comme seul peut le faire le personnel de l'éducation », d'insister Éric Gingras.

Par ailleurs, la Centrale soutient que le personnel, comme d'autres acteurs de la société civile, devrait être impliqué dans la conceptualisation de ces logiciels de valorisation des données, notamment pour éviter les biais. Quelles données seront incluses et utilisées, pour mesurer quoi exactement? Le développement en vase clos de ces logiciels devant appuyer le travail du personnel serait une aberration.

La CSQ insiste aussi sur le fait que l'utilisation des données ne doit pas servir à nourrir la compétition entre les établissements, mais plutôt constituer un outil collectif pour guider le personnel dans le soutien à la réussite des élèves.

La Centrale émet aussi des réserves quant à la sécurité des données. Quelles données, précisément, seront recueillies sur les élèves et sur les membres du personnel? Dans quels contextes? Avec quels objectifs? Ces données seront-elles rendues publiques et accessibles via des portails de données ouverts? Un membre du personnel pourra-t-il avoir accès aux données recueillies sur lui? Quels seront les mécanismes de surveillance? Même si le ministre s'est voulu rassurant sur les questions de cybersécurité, il faudra tout de même plus de détails que ce qui a été présenté en conférence de presse.

« Il a beaucoup été question de l'utilisation des données en vue de la réussite des élèves, mais peu de choses ont été dites sur la nature des données qui seront recueillies sur le personnel et sur les intentions quant à leur utilisation. On parle d'efficacité du réseau... Qu'est-ce que ça veut dire exactement? Parce qu'en matière de gestion des ressources humaines, il y a évidemment des inquiétudes à avoir, et c'est notre rôle, comme organisation syndicale, d'y voir. Plus le ministre sera clair, précis et transparent sur ses intentions, plus facile sera le dialogue social », souligne le dirigeant syndical.

L'expérience démontre que la clé pour que de tels projets réussissent, c'est la transparence quant à la nature des données recueillies, aux objectifs poursuivis, à la sécurité et aux modalités de conservation, mais, surtout, à l'implication des acteurs sociaux et des représentants des individus concernés.

Enfin, en ce qui concerne le volet de l'utilisation et de la valorisation des données sur les infrastructures du réseau, cela signifie-t-il que des données en temps réel seront disponibles? Et, si oui, sera-t-il désormais possible d'avoir accès, en temps réel, aux données quant à la qualité de l'air dans l'ensemble des établissements du réseau?

Profil de la CSQ

La CSQ représente près de 200 000 membres, dont environ 125 000 font partie du personnel de l'éducation. La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés; s'ajoute également l'AREQ (CSQ), l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services éducatifs à la petite enfance, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Twitter : CSQ_Centrale

SOURCE CSQ

Renseignements: Maude Messier, Attachée de presse de la CSQ, Cellulaire : 514 213-0770,
Courriel : messier.maude@lacsq.org